la cause du peuple

nouvelle édition



N°1 Octobre 2010

Travailleurs et Peuples opprimés de tous les pays unissez-vous !

En septembre est ressortie la Cause du Peuple pour aider au développement du Front Uni Révolutionnaire aussi indispensable que le Parti pour avancer sur la voie de la Révolution.

Nous l'avons diffusée dans toutes les manifestations sur la région parisienne et avons reçu un accueil amical, chaleureux de nombreux manifestants. Nous avons également reçu des encouragements et des soutiens par courrier, des médias révolutionnaires et populaires nous ont mis en ligne pour aider à la diffusion dans le pays tout entier.

Des lecteurs nous ont écrit soit pour s'abonner, apporter des suggestions voire rappeler quelques oublis. Cet élan doit continuer, se développer et se renforcer !



Unité à la Base !

Reprenons nos affaires en mains !

l'éditorial

"Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine !"

Lors des diverses manifestations du 4, 6, 7 septembre et à la fête de l'Humanité, la Cause du Peuple a été bien accueillie. Le PC maoïste nous a également aidé à la diffuser en l'exposant sur sa table.

La première diffusion a eu lieu le 4 septembre dans le cadre de la manifestation de soutien aux Roms. Nous avons pu constater l'unité de vue entre nous et les manifestants avec qui nous discutions sur la question du racisme utilisé par l'Etat et le gouvernement, les fascistes pour opérer une scission au sein de la classe ouvrière et du peuple. Les anciens se souvenaient comment les fascistes et les nazis avaient su diviser le peuple de cette façon et appliquer la dictature brutale du capital financier.

*"Manouchian, Pierre Overney, Gilles Tautin, jamais morts dans nos coeurs !!!!"**

Au cours des autres manifestations qui ont suivi, celle des professeurs le 6 septembre, cette convergence de vue entre nous et les manifestants s'est confirmée.

Lors de la manifestation pour les retraites, nous avons avancé le mot d'ordre « Contre la bourgeoisie et les conciliateurs ». Nous avons pu voir l'ampleur du mécontentement contre le gouvernement Sarkozy, mais aussi le désir d'Unité. Le slogan principal n'est plus « Tous ensemble », mais « Grève générale ».

*"La nouvelle de la reparution de la Cause du Peuple a été accueillie avec joie par les militantes et les militants qui gravitent autour de notre librairie."**

L'avis général était que les directions syndicales ne donneraient pas de directive en ce sens, mais qu'il faudrait comme en mai 68, ou en 36, bloquer l'économie pour que le patronat et l'Etat se mettent à la table des négociations et cèdent. Les directions des syndicats ont peur d'être débordées par la classe ouvrière et les autres travailleurs et que ces derniers remettent carrément en cause le système et « se lancent à l'assaut du ciel », rejettant leurs plans de réformes du capitalisme.

*"Longue vie à la Cause du Peuple !"**

Les partis politiques dits "de gauche" ne veulent pas non plus d'un changement révolutionnaire. Ils suivent avec crainte le développement de la lutte de classe. Ils ont une peur bleue qu'elle ne remette en cause leurs plans d'aménagement du système pour être élus en 2012. Aussi prennent-ils des gants pour amadouer la classe ouvrière et les travailleurs.

Lors de la fête de l'Humanité, là aussi nous avons eu un bon accueil. Nous avons pu constater le désarroi de nombreux militants du PCF, qui voient leur parti pour lequel ils se sont dévoués corps et âmes, être complètement désorienté devant les tâches à accomplir.

*"Ou alors, autour du journal s'initiera tout un tumultueux remue-ménage de pratiques prolétariennes des plus jouissives telles les occupations d'usines, de rues, de logements vides et autres joyeusetés [...]"**

Certains espèrent que la gauche va l'emporter en 2012 mais sans se faire beaucoup d'illusions sur un véritable changement. Les plus radicaux se rappellent 1981 et ses promesses non tenues. La majorité ne considère plus le PCF comme un véritable parti révolutionnaire.

La prise de conscience qu'il va falloir compter sur nos propres forces pour rebâtir un syndicat de lutte de classes, la nécessité de construire un Parti ayant une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie se fait jour et la question de l'Unité se fait de plus en plus sentir.

Nous sommes dans une période de décantation des idées , d'un mouvement qui prend de l'ampleur sous diverses formes, à travers des comités de lutte, de comités unifiant syndiqués et non syndiqués, d'émergence de syndicalistes de lutte de classe. Une lutte complexe traverse tous les partis de gauche et d'extrême gauche entre les conciliateurs et les révolutionnaires, provoquant les scissions inévitables sur le chemin de l'Unité sur la base des principes de la lutte de classe. La stratégie nécessaire pour aboutir à la révolution se discute et s'affine. ★

** Extraits de courriers de lecteurs*

sommaire

Idéologie

★Un fascisme qui ne dit pas son nom *(p.3)*

Lutte de classe

★Assemblée des CSP (*p.4)*

★La pression monte... *(p.5)*

★...pour l'Unité ! *(p.5)*

Fascisme moderne

★Libérez Georges Ibrahim Abdallah (*p.4)*

★Ne nous trompons pas d'ennemi *(p.5)*

★Nouveau comissariat à Montfermeil *(p.8)*

Histoire

★Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne *(p.6)*

★Qui sont les Roms ? *(p.8)*

International

★Le bouillon révolutionnaire de l'Asie du Sud *(p. 7)*

★La Françafrique au Niger *(p. 4)*

Courrier des lecteurs

Un fascisme qui ne dit pas son nom...

Dans le numéro précédent de la Cause du Peuple, nous avions traité de la question de la police. Nous avions conclu que nous étions les témoins directs de la montée de l'Etat policier. Ce mois-ci, nous allons voir dans quel processus s'inscrit cette montée de l'Etat policier.

Dans les manifs, au boulot ou sur le marché, on entend souvent « C'est clair, aujourd'hui en France, c'est le fascisme ! ». Quand il s'agit de militants d'organisations qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, communiste ou révolutionnaire, le discours c'est plutôt : « Non, on ne peut pas dire que ça soit le fascisme en France, c'est plutôt », attention choix multiple, 1. « un processus réactionnaire », 2. « la contre-révolution préventive », 3. « la démocratie bourgeoise, point barre ».

Avant de s'embarquer plus loin, précisons les choses tout de suite : ce n'est pas tout à fait le fascisme en France et bien plus que le 1, 2 ou 3. En réalité, c'est le fascisme moderne.

Pourquoi batailler sur les mots ? Parce que les mots expriment des concepts. Il ne s'agit pas là d'une question de forme mais de fond. Nous allons donc expliquer le mieux possible ce qu'est le fascisme moderne, tirer au clair son essence.

Pour cela, commençons par voir (très) rapidement dans quel contexte le fascisme ancien s'est développé et ce qui le caractérise.

Au sortir de la première guerre mondiale, la révolution de 1917 en Russie effraie la bourgeoisie européenne. Cela renforce l'essor du mouvement révolutionnaire. Dans plusieurs pays, des insurrections communistes éclatent mais sont réprimées dans le sang. Nous sommes donc à une époque où la lutte de classe est intense.

La crise économique se fait également ressentir et des pays comme l'Italie et l'Allemagne sont particulièrement touchés. De plus, le traité de Versailles, qui avait conclu la guerre, favorisa le développement d'un fort mécontentement dans les pays laissés pour compte, ce qui renforça le nationalisme.

N'oublions pas la social-démocratie qui espérait que les fascistes et les nazis se dressent contre les communistes afin de récupérer le pouvoir.

Sans développer plus à fond le sujet , le fascisme ancien est une forme qualitativement différente de la démocratie bourgeoise (et pas seulement plus brutale). Sa base économique est l'impérialisme en crise (le fascisme servant à la bourgeoisie impérialiste à étendre et à approfondir son exploitation de la classe ouvrière). Sa base idéologique est le nationalisme comme repli identitaire, divisant artificiellement la classe ouvrière et accentuant les contradictions au sein du peuple (le plus souvent nationaux/immigrés).

Par rapport au fascisme moderne, on peut donc dire que les conditions d'apparition ne sont pas les mêmes. Pour autant, on retrouve certains traits communs. Jugeons-en par l'analyse.

Pour commencer, il n'y a plus de camp socialiste aujourd'hui. Le marché capitaliste domine donc toute la planète et intensifie son exploitation.

Mais cela n'a pas fait disparaître les crises, qui découlent des contradictions du système capitaliste-impérialiste. Nous sommes bien placés pour le savoir, l'impérialisme est en crise et ce sont les travailleurs qui en paient les pots cassés.

Cela a donc pour conséquence d'augmenter la colère des masses. Les luttes explosent et s'intensifient, au cœur même de la bête. Cependant, ces révoltes ne trouvent pas leur expression organisée qui pourrait faire vaciller le système. La bourgeoisie, qui a les rênes du pouvoir, peut encore maîtriser ces révoltes en frappant ici et là, sans interdire les syndicats et partis opposants.

Il faut d'ailleurs préciser que les syndicats et les partis de la gauche et de l'extrême gauche officiels ne sont plus des opposants comme ils pouvaient l'être auparavant. Maintenant, ils sont intégrés au système. Ils sont devenus des « partenaires sociaux » qui concilient avec le gouvernement. Attention ! Faisons la part des choses : il y a une grosse différence entre la base de ces syndicats et partis et leurs directions. En fait, les contradictions entre la base et la direction se développent, surtout dans les syndicats et particulièrement dans la CGT.

Il y a donc des différences entre fascisme ancien et fascisme moderne, mais il y a aussi des similarités.

Surtout, le fascisme moderne, comme le fascisme ancien, c'est le système qui permet à la bourgeoisie impérialiste d'exercer sa domination la plus totale sur prolétariat. La différence avec le fascisme ancien, c'est que les moyens mis en place et les formes trouvées pour le faire sont différentes.

Alors que la démocratie bourgeoise essaye de gommer les contradictions de classe tout en privilégiant les classes bourgeoises, le fascisme moderne agit franchement et directement en faveur de la bourgeoisie.

C'est également la xénophobie et le racisme à la tête de l'Etat ou comment « diviser pour mieux régner ». Ainsi, pas besoin de l'extrême droite traditionnelle au pouvoir ! C'est aussi l'anti-communisme et la tentative d'enrégimenter l'ensemble de la population et de la contrôler. D'où le développement de l'Etat policier.

En conclusion, on peut donc dire que le fascisme moderne, c'est bien plus qu'un processus réactionnaire, une contre-révolution préventive. C'est même plus qu'une simple fascisation. Le fascisme moderne c'est un système à part entière qui a dépassé la démocratie bourgeoise. Cependant, le fascisme moderne est un processus en constant développement et il est possible qu'il prenne une forme plus proche du fascisme ancien dans l'avenir.

Ces conclusions ne sont pas une simple question de rhétorique mais ont des conséquences directes dans notre pratique de militants et militantes révolutionnaires. Ainsi, puisque la collaboration de classe à l'appareil d'Etat sert le fascisme moderne, nous refusons de participer aux structures institutionnelles incorporées à l'Etat et appelons au boycott des élections et à l'Unité à la base. C'est cette Unité à la base qu'il nous faut développer afin de reconstruire le syndicat de classe mais aussi le Nouveau Pouvoir.

Mais ça, c'est le sujet d'un article pour le prochain numéro… ★C.

LIBÉREZ GEORGES IBRAHIM ABDALLAH !

Georges Abdallah est un militant communiste libanais, qui a été membre des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL), combattant révolutionnaire de la cause palestinienne, il s'engage à la fin des années 60 dans la résistance palestinienne et libanaise contre la colonisation et l'occupation sioniste.

Il est arrêté à Lyon le 24 octobre 1984, après l'exécution d'un responsable des services secrets israéliens et d'un attaché militaire des USA Paris. Il est condamné à 4 ans de prison pour usage de faux passeport. Une provocation est montée autour de la « découverte » d'un pistolet qui « aurait pu servir » aux exécutions. Il est condamné à perpétuité avec une peine incompressible de 15 ans.

Depuis il est maintenu en prison, malgré 27 années de détention et sept demandes de mise en liberté conditionnelle. Il n'a jamais renié à son combat contre l'impérialisme et pour la libération de la Palestine. Le gouvernement impérialiste de la France, main dans la main avec l'impérialisme US et Israël, qui ne respecte aucune décision de l'ONU et continue de plus belle à coloniser le territoire palestinien, veut lui faire payer son engagement pour la cause palestinienne et la lutte révolutionnaire.

Le 29 avril 2010 a été lancé à Beyrouth une campagne internationale pour sa libération, rassemblant 200 personnalités, où ont été lu des messages de soutien dont celui de Marwan Barghouti dirigeant du Fatah et de Ahmad Sa'adat, secrétaire du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), tous deux emprisonnés par l'Etat d'Israël .

Pour plus d'informations, contactez le Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah : liberonsgeorges@no-log.org et liberonsgeorges.over-blog.com

La Françafrique au Niger

La prise d'otages au Niger a révélé au public le pillage pratiqué au Niger et en général en Afrique par la France impérialiste. L'Afrique est riche en matières premières et fossiles. Les ressources mondiales en uranium sont réparties dans une dizaine de pays, dont le Niger fait partie. C'est Areva qui l'exploite, pour alimenter les centrales nucléaires. Elle exploite deux mines et a obtenu 130 permis de recherche. Les paysans ont été chassés de leurs terres agro-pastorales, privés de leurs ressources alimentaires (47% des nigériens sont sous-alimentés, dont 86% d'agriculteurs) qui n'ont plus qu'un recours : aller peupler les bidonvilles.

L'exploitation minière détruit la flore et la faune, provoque la désertification, sans compter la pollution de l'eau et l'épuisement des nappes phréatiques. Les mineurs nigériens travaillant dans des conditions épouvantables sont victimes de la radioactivité. La France envoie dans tous les pays d'Afrique des contingents militaires en vertu d'accord avec les « chiens de garde » qu'ils ont mis à la tête des Etats « souverains ». C'est la Françafrique.

La lutte pour une véritable indépendance passe par la lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie compradore dirigée par un Parti dont l'objectif est d'instaurer la démocratie populaire permettant de gérer les ressources au profit du peuple travailleur organisé dans un Front Uni révolutionnaire anti-impérialiste et antifasciste.

Au sujet, du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui, voir le Collectif anti-colonial (www.anticolonial.net et contact@anticolonial.net), Survie (http://survie.org et contact@survie.org). ainsi que le numéro spécial anti-colonial du Drapeau Rouge (dispo sur drapeaurouge.over-blog.com)..

Assemblée des CSP

La grande salle de la Bourse du Travail était comble, un grand esprit d'Unité régnait. Des représentants des Collecifs de Sans Papiers ont expliqué l'importance de la marche des sans-papiers. En passant dans les villes et villages de France, les sans-papiers ont reçu un accueil chaleureux, les gens sesont informés, certains n'avaient aucune idée ou ne possédaient que peu d'informations sur la vie et les conditions de travail des sans-papiers. L'importance de cette marche, c'est qu'elle a renforcé l'unité entre travailleurs français et travailleurs sans papiers.

Des intervenants représentant les sans-papiers ont réaffirmé que la lutte des sans-papiers fait partie de la lutte générale des travailleurs de France, que les revendications et les conditions de vie des uns et des autres allaient dans le même sens, que le patronat était uni pour défendre ses intérêts opposés à ceux de la classe ouvrière et des couches populaires, que les uns et les autres rencontraient les mêmes difficultés de logement, de soins . Les manœuvres de l'Etat et du gouvernement pour isoler les travailleurs sans-papiers et plus généralement les immigrés ont pour objectif de diviser la classe ouvrière, frappant catégories après catégories, couches après couches. C'est pourquoi les sans-papiers participent de plus en plus à toutes les manifestations pour faire connaître leurs luttes mais aussi pour faire bloc avec les autres couches de travailleurs contre le patronat et les attaques du gouvernement qui les concernent tous.

Ils ont appelé à l' unité des organisations politiques et syndicales dans le soutien aux travailleurs sans papiers car il faut avancer maintenant et pour le futur et non ressasser le passé. Pour autant, ils n'oublieront pas les incidents qui se sont déroulés durant l'occupation de la Bourse du Travail mais espèrent que cette mauvaise expérience ne se renouvellera pas et que dorénavant, les différents collectifs, les syndicalistes et non syndiqués se coordonneront pour mener la lutte ensemble, avec tous leurs soutiens, pour la régularisation de tous les sans papiers jusqu'à la victoire totale.
★ P.R.

La pression de la base...

La mobilisation contre la réforme des retraites continue. Ce qui est encourageant dans cette mobilisation, c'est la pression de la base.

A chaque manif, nous appelons à l'Unité à la base. C'est essentiel pour espérer faire reculer le gouvernement. Mais également pour remuer les directions des grandes centrales syndicales.

Dans beaucoup de discussions, ce qui ressort c'est: "C'est bien qu'il y ait du monde dans les manifs, mais c'est pas suffisant !". Et heureusement, cette analyse a des conséquences pratiques.

Dans de nombreuses villes se tiennent des interpros à la base. Dans d'autres, ce sont des UL ou des cellules de boîte qui appellent à la grève générale. Des militants ouvriers de longue date et/ou ayant mené des luttes importantes se joignent à cet appel à la base et à la radicalisation du mouvement. Dans certains endroits, la grève reconductible est déjà partie.

Ca parle même de perspectives politiques. C'est bien, ça change du sempiternel "le syndicat ne fait pas de politique"...

Et oui, parce que c'est cela dont on a besoin ! Des perspectives politiques ! Des perspectives qui placent la classe ouvrière, le prolétariat, au coeur d'un nouveau projet de société, d'une ligne politique révolutionnaire ! Et pas seulement de projets de réformes, mais d'une transformation radicale du système !

Osons parler de révolution ! Osons écrire sur nos banderolles : "Pour l'abolition du patronat et du salariat !" Osons mettre en avant la grève politique !

Pour ça, on ne peut compter que sur nous même. C'est pour cela qu'en tant que préliminaire, nous devons sans relâche écrire, clamer, crier, chanter : "Contre le capitalisme et les conciliateurs, rendons coup pour coup ! Unité à la base ! Reprenons nos affaires en main !"

En pratique, il nous faut multiplier les assemblées à la base regroupant syndiqués et non syndiqués. Grâce à ces outils, nous pourrons prendre le pouvoir,. Même si c'est de manière partielle et temporaire, c'est comme ça que nous formerons le nouveau syndicat de classe, outil nécessaire à l'Unité de la classe ouvrière et à son autonomie. ★C.

...pour l'Unité !

La Cause du Peuple est pour le développement de l'Unité qui ne peut se réaliser sur une base solide qu'à la base et dans l'action. C'est pourquoi la CdP soutient les luttes intransigeantes contre l'appareil d'Etat et le patronat et les conciliateurs qui freinent la lutte de la classe ouvrière, du prolétariat et des couches populaires, et ainsi permettent au fascisme moderne de se renforcer.

Nous ferons la promotion de toutes les initiatives allant dans le sens de développement de l'Unité à la base entre syndiqués et non syndiqués sur la base de la lutte de classes, pour les revendications légitimes et pour combattre l'Etat policier et la montée du fascisme moderne, ceci jusqu'à l'émancipation totale du prolétariat.

Un appel a été lancé dans ce sens pour préparer une grève générale comme en 1936 ou 1968 et faire plier le patronat et le gouvernement. Cet appel est relayé par des syndicalistes de différentes organisations syndicales tels des délégués de Continental Clairoix, Dalkia, Téléperformance, Philips Dreux, des secrétaires du CTU commerce, CGT bâtiment de Douai, SUD PTT, d'Unions locales CGT, de la CNT, du SNES-FSU, du Syndicat des Travailleurs Corses (STC), de nombreux délégués CGT, SUD, de la FSU, de l'UGIT, de la CDMT, etc.

Ils veulent :

Rassembler, coordonner, les nombreux collectifs syndicaux de lutte **et provoquer des réunions locales** afin d'en faire un outil de débat syndical renouvelé à la base.

Unir nos efforts à la base, entre sections syndicales, syndicats, unions professionnelles, fédérations,...

Construire un réseau syndical pour pratiquer un syndicalisme de lutte qui affirme que nos intérêts sont opposés à ceux de nos exploiteurs.

Gagner sur les retraites.

LA LUTTE POUR L'EMANCIPATION EST UNE LUTTE, UNE GUERRE PROLONGEE CONTRE LE PATRONAT ET LA BOURGEOISIE DANS SON ENSEMBLE. CETTE INITIATIVE FAIT PARTIE DES PAS EN AVANT DE CE MOUVEMENT D'EMANCIPATION. ★ P.R.

Ne nous trompons pas d'ennemi

Le 13 septembre le projet de loi visant à interdire la dissimulation du visage dans l'espace public a été discuté dans une relative indifférence, nous n'étions qu'une petite cinquantaine devant le Sénat pour manifester notre opposition à ce texte raciste et liberticide.

Sous couvert de lutte contre l'intégrisme, voire au nom du féminisme et de la laïcité le gouvernement stigmatise de nouveau une partie de la population, en l'occurrence les musulmans, pour tenter de nous diviser, de détourner notre attention des politiques sociales drastiques qu'il nous impose et d'occulter sa responsabilité dans la persistance des inégalités que subissent les femmes . D'autre part il ouvre la porte à la légitimation de l'intrusion de l'Etat dans la sphère privée et confirme à ceux qui en doutaient encore, qu'aucun obstacle à la vidéo surveillance ne sera admis...

Une brèche s'est ouverte, à nous de ne pas la laisser s'agrandir si nous voulons préserver nos libertés individuelles.

« La vraie menace ne provient pas du port de la burqa en France, mais de l'établissement d'une loi comme réponse systématique à tout phénomène social et de son instrumentalisation politique »*.

Nous connaissons nos ennemis : le capitalisme et l'impérialisme, c'est contre eux qu'il faut lutter. ★M.

* extrait de l'appel du 13 septembre 2010

LA PHRASE

Eric Besson

"Si la conclusion de cet entretien est que mon ministère doit être une fabrique à bons français, j'y souscris bien volontiers, oui."

Entretien avec les lecteurs du Parisien

Dialogue entre deux ex-militants de la Gauche Prolétarienne

Deuxième partie du dialogue entre anciens militants de la GP, qui n'ont ni trahi, ni renoncé à la lutte pour l'émancipation du prolétariat. La discussion en était à la nécessité pour les masses de s'organiser et de reprendre leurs affaires en mains.

P : C'est-à-dire créer des comités dans les quartiers, les usines ?

B : Dans les quartiers, il y avait des réunions sur un objectif précis et après ça débattait. Alors les masses intervenaient de manière organisée. Ce n'est pas l'explosion, « allez on sort, on va casser des vitrines ». On s'organise : « il y a ça, qu'est-ce qu'on fait ? On intervient à la préfecture, sur le marché, au commissariat, à la mairie, etc. »

P : Pourquoi ont été créés des Comités de Lutte d'Atelier ?

B : Ca regroupait des ouvriers de différents syndicats ou non syndiqués. L'important, c'était le regroupement, l'organisation de tous les travailleurs. La lutte ça ne porte pas une étiquette.

Un peu comme à Continental, mais le Comité de Lutte c'était comme une fédération. Il y avait une liaison entre différentes usines. Le syndicalisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, ce n'est plus celui pratiqué il y a 50 ans. Il n'a cessé de se dégrader et ne représente plus grand-chose. Tous leurs dirigeants sont tombés dans la collaboration et dans le suivi du système. Les travailleurs voient bien qu'ils ne peuvent être défendus efficacement. Il ne suffit pas de prendre sa carte, payer ses timbres.

P : Dans le temps, les syndicats étaient plus combatifs.

B : Mais cette combativité a été détruite. Il s'est produit une érosion par la prise en mains de dirigeants syndicaux qui parlaient à la place des gens qui venaient à eux comme on va vers des avocats. Ces dirigeants ne mobilisaient pas les masses mais se plaçaient sous la direction d'organisations politiques.

P : S'ils ne mettaient pas en marche les masses et qu'ils se plaçaient sous la direction de partis politiques, ça veut dire que ces partis politiques n'avaient pas une politique envers les masses correcte, qui correspondaient à leurs aspirations les plus profondes, non ?

B : Absolument. On voit d'ailleurs le résultat quand on se rend compte que le PCF n'est pratiquement plus rien, est devenu réformiste, une nouvelle social-démocratie. C'est une dégénérescence qui a gangrené le syndicat par l'intermédiaire d'un certain nombre de dirigeants syndicaux. Les jeunes ne ressentent même plus le besoin de se syndiquer. Ce qui est grave, car on voit bien que sans organisation, on ne peut plus rien faire. Est-ce que ça été fait sciemment ou inconsciemment ? En tout état de cause, toute organisation a été détruite dans le sens où elle concilie. Le délégué est devenu un avocat qui va parler au patron alors qu'il a oublié qu'il n'est que le porte-parole que les masses appuient. Ce sont les masses qui doivent décider. Là c'est l'inverse.

P : Il a quand même un rôle d'impulsion. Il y a des fois des grandes manifestations sur la France…

B : Deux millions de personnes dans les rues, après il n'y a plus rien parce qu'il n'y a pas de lendemain… « Attendez, on reviendra dans un mois. » C'est toujours des manifestations programmées, tiens ! « On va faire une manif avant les vacances, on en fera une autre à la rentrée ». Ce sont des manifs enterrement, vente de merguez et de machins, manifs qui n'offrent aucune perspective. On ne fait que râler, on est contre Sarko, contre les dirigeants politiques actuels. On est contre les augmentations mais qu'est-ce qu'on fait ? On ne fait rien. On va en parler au syndicat qui va en parler au patron. Mais tout est une question de rapport de forces. Or, il y a dégradation du rapport de force, une érosion au fil des années. On le voit dans la rue. Ce n'est plus comme avant. Les gens sont démoralisés, car il n'y a plus de perspectives.

P : Si les gens s'organisent comme au temps de la Gauche Prolétarienne (GP), c'est bien, mais il faut une perspective qui est de changer le système.

B : Bien sûr ! Au sein des masses, il y a des éléments plus avancés qui vont apporter cette perspective comme il y a longtemps le PCF l'apportait.

P : Combatif comme durant la Résistance, par exemple.

B : L'important c'est qu'il y ait une impulsion de donnée. Les éléments les plus conscients ont ce rôle à jouer, car les masses ne vont pas s'organiser spontanément, ou alors de manière limitée. Ils organisent les masses. C'est un moyen d'apporter du sang neuf de manière à ce que le mouvement se structure sur le plan organisationnel.

P : Dans un mouvement de masses, ce ne sont pas obligatoirement des communistes qui sont à la tête, qui sont la conscience.

B : Il y a des travailleurs plus avancés que d'autres, certains très avancés.

P : Du temps de la GP, il y avait des immigrés. Il y avait bien une organisation d'immigrés !

B : Bien sûr ! Le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes).

P : Ils étaient organisés comment ?

B : Dans le cadre de la lutte des travailleurs arabes, sur les mêmes revendications que les français, mais aussi sur des spécificités, entre autre sur la Palestine. Ils luttaient sur les deux fronts. Ce qui prouve bien l'avancée politique, idéologique et organisationnelle de ces travailleurs là. Parce que l'on ne peut pas cloisonner les luttes et que la lutte en France ne nous empêche pas la prise de conscience des luttes qui se passent ailleurs, dans le monde, luttes qui sont inséparables de celles d'ici. Aujourd'hui, il y a beaucoup d'immigrés qui viennent en France et qui, comme les tamouls, sont préoccupés par ce qui se passe dans leur pays et qui vont mener une bataille de front en France dans le cadre du travail et en même temps en tant que tamoul contre l'oppression de leur peuple.

P : A l'époque de la GP, il y avait aussi des racistes ?

B : Bien sûr, des racistes, des fachos. Ils avaient leur mouvement pour se défendre contre les agressions. Dans le MTA, la structure de masse se regr oupait aussi contre ces agressions.

(suite au prochain numéro)

Le bouillon révolutionnaire de l'Asie du Sud



L'Asie du Sud est définitivement la partie du globe où les forces révolutionnaires sont en dévloppement. Ces prochaines années, cette région pourrait modifier l'équilibre des forces à l'échelle internationale. Nous allons donc dresser un portrait rapide de certains pays.

Inde

Nous avons déjà parlé du mouvement révolutionnaire en Inde dirigé par le Parti Communiste d'Inde (maoïste). Nous vous reportons donc au n°0 de la CdP et au **Comité de Soutien à la Révolution en Inde.**

Népal

En 1996, le Parti Communiste du Népal (maoïste) déclenchait la Guerre Populaire. Après le Mouvement Populaire de 2006 et l'abolition de la monarchie, les maoïstes remportent les élections de l'Assemblée Constituante en 2008.

Après un passage de 6 mois à la tête du gouvernement, le Parti démissionne et se retrouve dans l'opposition en raison d'un différend avec le Général en Chef de l'Armée. Depuis, de nombreux obstacles ont été posés sur leur route au pouvoir. La géante voisine indienne n'y est d'ailleurs pas pour rien...

Aujourd'hui, le débat sur le futur de la révolution traverse tout le Parti.

Plus d'infos auprès du **Comité de Solidarité Franco-Népalais.**

Philippines

Depuis 1968-69, le Parti Communiste des Philippines mène la Guerre Populaire. Il dirige la Nouvelle Armée Populaire (NPA) et le Front National Démocratique.

Le PC des Philippines a récemment demandé à la NPA d'intensifier ses attaques sur les forces ennemies. La NPA participe également à des campagnes de production pour aider les paysans et dispense des soins gratuits et conduit des écoles mobiles.

Plus d'infos auprès de **Solidarités - Philippines**.

Bengladesh

Le Bengladesh est très souvent secoué par de grandes grèves ouvrières.

Récemment, plusieurs Camarades du Parti Communiste du Benagle Oriental (marxiste-léniniste) (Drapeau Rouge) ont été assassinés par la police dans des 'affrontements' (c'est à dire des exécutions déguisées...).

De même, dans un communiqué récent, le Parti Prolétarien duBengal Oriental (Groupe d'Unité Maoïste) [PBSP(MUG)] a dénoncé les milles et plus assassinats de Bengladeshis par les Forces de Sécurité Frontalières indiennes.

Rappelons que le Bengladesh est un pays qui est issu de la partition de l'Inde.

Bhoutan

Le pays du Bonheur Intérieur Brut (sic) est encore une monarchie et opprime une bonne partie de sa population pour des raisons culturelles. Une forte minorité d'origine népalaise (les Lhotshampas) habite en effet le Bhoutan. Mais ceux-ci n'ont pas le droit de parler leur langue, ni de s'habiller dans leurs vêtements traidtionnels, ni de pratiquer leur culture folklorique.

Un opposant politique au régime a récemment écrit un livre sur la torture dans les prisons bhoutanaises après y avoir passé une dizaine d'années. Il y dénonce également la collusion de l'Inde avec la monarchie bhoutanaise en ce qui concerne la répression. (Tek Nath Rizal, *Torture : Killing me softly*, Friends of Bhutan, 2010).

Le Parti Communiste du Bhoutan (marxiste-léniniste-maoïste) mène la Guerre Populaire depuis 2003. L'organisation est cependant divisée en deux.

Sri Lanka

Depuis la défaite militaire des Tigres Tamouls (LTTE), nous avions reçu la nouvelle qu'une Armée Populaire de Libération du Peuple Tamoul s'était constituée. Cependant, nous n'avons jamais plus reçu de nouvelles sur ce groupe.

En revanche, nous savons qu'il existe plusieurs groupes maoïstes mais qu'aucun processus de Guerre Populaire n'a encore été initié.

EN SAVOIR PLUS

Inde

★**Comité de Soutien à la Révolution en Inde**
csrinde@yahoo.fr
csrinde.wordpress.com

Népal

★**Comité de Solidarité Franco-Népalais**
comitenepal@hotmail.fr
nouveaunepal.over-blog.com

Philippines

★**Solidarités - Philippines**
solidaritesphilippines@yahoo.fr
solidaritesphilippines.wordpress.com
www.philippinerevolution.net (anglais)

QUI SONT LES "ROMS" ?

Les récentes déclarations du gouvernement sur l'identité nationale, la politique d'immigration, les mesures sécuritaires, sont destinées à diviser la classe ouvrière et le peuple de France, en désignant un ou des boucs émissaires qui seraient le principal problème du pays afin de continuer à poursuivre une politique d'austérité et de répression, bref à poursuivre la construction d'une forme moderne de fascisme et de renforcer l'Etat policier. C'est pourquoi il est important de lutter contre toute forme de racisme et de discrimination, de connaître mieux les différentes composantes qui forment la France et principalement la France ouvrière et populaire

Les Rroms sont un peuple originaire de l'Inde du Nord. Ils sont arrivés en Europe il y a 600 ans dans les Balkans, puis dans tous les pays d'Europe. Bien qu'aryens, mais considérés « de sang métissé » « dangereux » pour le « sang pur allemand », 500.000 seront exterminés entre 1933 et 1945. Vichy les rassemblera dans des camps comme celui du Vernet.

Ils sont environ 12 millions. Il y a 85% de Rroms « orientaux », 4% de Sintés (Manouches), 10% de Kalés (Gitans), 0,5% de Gypsies (Romanichels). En Europe ils sont sédentaires à 96%. En France ils sont ½ million. Devant fuir devant les persécutions, chassés de pays en pays, ils ont dû développer des moyens de subsistance adaptés au nomadisme : travaux agricoles saisonniers, de réparations, vannerie, voyance, maquignonnage, petit commerce ambulant.

De 1912 à 1969, les Rroms devaient posséder un livret anthropométrique avec empreinte des dix doigts et photos de face et côté (comme les criminels). Ils devaient le faire tamponner tous les trois mois à la gendarmerie (comme ceux qui sont sous contrôle judiciaire). Aujourd'hui encore, ils doivent avoir un livret de circulation à faire tamponner par la gendarmerie. S'ils occupent un terrain, considéré comme un stationnement illégal, ils sont expulsés, avec relevé d'identité, d'empreintes des dix doigts, avec une pancarte autour du cou avec leur nom (dernièrement à Méry sur Oise) et en plus les empreintes génétiques.

Une véritable chasse à l'homme est orchestrée par nombre de municipalités de toutes couleurs qui appellent le préfet alors qu'elles n'ont pas prévu de terrains aménagés, contraignant les gens du voyage (1/3 des Rroms en France) à errer sur le bord de routes.

La majorité des Rroms en France ont la nationalité française, les autres viennent de Roumanie et de Bulgarie (1/3). Bien que leurs pays soient dans l'U.E, ils sont discriminés comme les autres immigrés (difficultés pour obtenir un carnet de travail, etc.). ★P.R.

Nouveau comissariat à Montfermeil

A Clichy-sous-Bois/Montfermeil, la priorité c'est le renforcement de l'Etat policier, au nom de la sécurité , le quadrillage des quartiers populaires, pas la résolution des problèmes brulants à savoir : création d'emplois, logement décent, transports suffisants, etc.

Le maire social-démocrate de Clichy-sous se réjouit à l'unisson avec le maire réactionnaire de Montfermeil. Le danger véritable n'est pas la petite délinquance fruit de la misère, mais la dictature toujours plus forte du capital financier qui a peur de la colère des masses populaires. La construction du commissariat est la réponse a cette peur.

Mais où il y a oppression nécessairement il y a résistance, il ne saurait en être autrement.

LE COURRIER DES LECTEURS

Nous avons reçu de nombreux encouragements pour la republication de la CdP. Pour répondre à certains, oui la barre est haute mais c'est marche après marche que l'on gravit un escalier. Pour d'autres encore, nous ne voulons pas accumuler des forces pacifiquement, nous voulons développer le processus de Guerre Populaire. Nous sommes désolés de ne pas reproduire certains courriers mais nous n'avons pas la place ce mois-ci. Peut être quand il y aura 12 pages...

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**. Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région.

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction.

★**Abonnez vous** (20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

Dans tous les cas, **contactez nous** :

★Par **courrier** (adresse temporaire) : SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

★Par **email** : lacausedupeuple@gmail.com et sur le **blog** http://lacausedupeuple.blogspot.com

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier).